

Lorsque la durée du détachement en France est supérieure à un mois, les dispositions relatives à la mensualisation, prévues aux articles [L. 3242-1](#) et [L. 3242-2](#), sont applicables aux salariés détachés.

R. 1262-8

Décret n°2020-916 du 28 juillet 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les allocations propres au détachement sont regardées comme faisant partie de la rémunération. Toutefois, les sommes versées à titre de remboursement des dépenses effectivement encourues du fait du détachement mentionnées au 11° de l'article [L. 1262-4](#) en sont exclues et sont prises en charge par l'employeur lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- 1° Leur prise en charge est prévue par des dispositions légales ou des stipulations conventionnelles ;
- 2° Lorsque le salarié détaché doit se déplacer vers ou depuis son lieu de travail habituel sur le territoire national ou lorsqu'il est temporairement envoyé par son employeur de ce lieu de travail habituel vers un autre lieu de travail.

Lorsque l'employeur ne justifie pas du versement de tout ou partie de l'allocation propre au détachement au titre de la rémunération ou des dépenses effectivement encourues du fait du détachement en application du contrat de travail ou de la loi qui régit celui-ci, l'intégralité de l'allocation est alors regardée comme payée à titre de remboursement des dépenses et est exclue de la rémunération.

Section 5 : Santé au travail

R. 1262-9

Décret n°2016-1908 du 27 décembre 2016 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

- Sont applicables, sous réserve des dispositions des articles [R. 1262-10](#) à [R. 1262-15](#), les dispositions relatives :
- 1° A la prise en charge des dépenses afférentes aux services de santé au travail, prévue par l'article [L. 4622-6](#) ;
 - 2° Aux missions du médecin du travail prévues par l'article [R. 4623-1](#) et à celles des autres membres de l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail mentionnée à l'article [L. 4622-8](#) ;
 - 3° Aux actions des membres de l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail sur le milieu de travail prévues aux articles [R. 4624-1](#) à [R. 4624-9](#) ;
 - 4° Au suivi individuel de l'état de santé prévu aux articles [R. 4624-10](#) à [R. 4624-45](#) ;
 - 5° Aux mesures proposées par le médecin du travail, prévues à l'article [L. 4624-3](#), à l'avis d'inaptitude rendu par le médecin du travail, prévu par l'article [L. 4624-4](#) et à la contestation prévue par l'article [L. 4624-7](#) ;
 - 6° Au dossier médical en santé au travail prévu à l'article [L. 4624-8](#).

Dans les services de santé au travail, les établissements de santé, sociaux et médico-sociaux, les dispositions prévues par les articles [R. 4623-1](#) à [R. 4626-19](#), [R. 4626-21](#), [R. 4626-25](#) à [D. 4626-32](#) sont applicables.

Dans les professions agricoles, les dispositions des articles [R. 717-3](#) à [R. 717-12](#), [R. 717-15](#) à [R. 717-30](#) du code rural et de la pêche maritime sont applicables.

R. 1262-10

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le salarié détaché bénéficie des prestations d'un service de santé au travail, sauf si l'employeur, établi dans un Etat membre de l'Union européenne, partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans la